



Envoyé en préfecture le 12/06/2026

Reçu en préfecture le 12/06/2026

Publié le 12.06.2026

ID : 045-254500226-20260608-56\_1\_2026-DE

**Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des  
Ordures Ménagères de la Région de Châteauneuf sur Loire**  
Z.I. Saint Barthélémy - BP 97  
45110 – Châteauneuf-sur-Loire

**N°56-1/2026**  
**Erreur matérielle**

### **Extrait du registre des délibérations du comité syndical du 8 juin 2026**

Le lundi 8 juin deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le comité syndical du SICTOM de la région de Châteauneuf-sur-Loire s'est réuni à la salle des fêtes 66 rue des Maux Petits à Saint Martin d'Abbat, suite à la convocation adressée par Monsieur KUTZNER Philippe en date du deux juin deux-mille-vingt-six.

Étaient présents les délégués syndicaux suivants :

*Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais : Mesdames et Messieurs POINTEAU, MEYNARD, DESNOUES, VASSEUR, BOUCAUT, FLORES, PICARD, LETORT, KUTZNER, GAMARD, DELOUCHE, FOUSSARD, KOLODZIEJCZAK, HOURDEQUIN, LAVEAU, LEMIUS, DESLAIS, REDJDAL, TOUSSAINT, CUNIN, ROCHE, CHATELET, BATTEUX, BURGEVIN.*

*Communauté de communes des Loges : Mesdames et Messieurs BONDUEL, COLIN, SIFFELET, LEBOEUF, COURVOISIER, MISSERI, MONNOT, VINCENT, DAMILAVILLE, VEBER, TERRIER, COLMET DAAGE, CEVOST.*

*Communauté de communes Val de Sully : Mesdames et Messieurs CUVECLE, GIBOUIN, ADAM, LOREAL, HENRY, THIERRY, THUILLIER, ROMAGNY, ARNOULT, MARTIN, DELAHAIE, LAZARO, MARCHAND, ODRY, LEMAIRE, DAIMAY, GIRARD, CHEVALIER, BILLOTEY, BODART.*

*Était excusées la déléguée suivante : Madame COLLIN de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.*

*Étaient excusées les déléguées suivantes : Mesdames : GODEL et DE CHAILLE de la communauté de communes des Loges*

*Étaient excusés les délégués suivants : Mesdames et Monsieur : PAILLET, MATTON KNOPP, et MEYNARDIER de la communauté de communes Val de Sully.*

*Monsieur BOUCHER Brice de la communauté de communes des Loges a donné pouvoir à monsieur COLIN Renaud de la communauté de communes des Loges.*

Monsieur Daimay Dominique a été désigné en qualité de secrétaire par le comité syndical.

*Nombre de délégués :*

*En exercice : 64*

*Présents : 57*

*Votants : 58*



## **PROCEDURE INTERNE DE DECISION EN MATIERE DE MAPA**

Par délibération n°34/2026 en date du 18 mai 2026, le comité syndical a donné délégation au Président pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique (CCP) et des seuils de procédure, ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants :

- dans la limite de 216 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services,
- dans la limite de 1 000 000 € HT pour les marchés de travaux.

Il est proposé de mettre en place une procédure interne de passation des marchés publics à procédures adaptées :

- de 0 à 60 000 € HT : Décision du Président sans avis autre mais après analyse technique et financières des offres (seuils internes complémentaires / modalités de publicité et montant estimatif du besoin),
- à partir de 60 000 € HT et jusqu'à 215 999,99 € HT pour les marchés de fournitures et services et de 60 000 € HT et jusqu'à 5 403 999 € HT pour les marchés de travaux : avis motivé d'une commission Marchés adaptés (seuils internes complémentaires / modalités de publicité),
- au-delà de 216 000 € HT pour les marchés de fourniture et services et au-delà de 5 404 000 euros HT pour les marchés de travaux : Décision de la commission d'appels d'offres.

Entendu le rapport présenté par Monsieur KUTZNER Philippe, Président du SICTOM,  
Le Comité syndical, après en avoir délibéré,  
**A l'unanimité par 58 voix Pour,**

- **ADOpte** la procédure interne de décision en matière de MAPA, ci-dessus mentionnée.

Fait et délibéré en séance le 8 juin 2026.

**Pour extrait certifié conforme**

Le Président,

  
Philippe KUTZNER

Indications des voies et délais de recours :

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :*

- *d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou son affichage.*
- *d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès du syndicat.*

*Votre recours gracieux et/ ou demande préalable donnera donc lieu à un examen par nos services :*

- *votre interlocuteur sera Monsieur NOUVEL Benjamin, Directeur général des services.*
- *si votre demande donne lieu à une décision explicite de rejet avant l'expiration d'un délai de deux mois, vous disposerez d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif.*



Envoyé en préfecture le 12/06/2026

Reçu en préfecture le 12/06/2026

Publié le 12.06.2026

ID : 045-254500226-20260608-56\_1\_2026-DE

*• si votre demande ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet en résultera au terme d'un délai de deux mois. A l'expiration de ce délai, vous disposerez alors d'un nouveau délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision devant le Tribunal administratif.*

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du code de justice administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif.

Coordonnées :

Tribunal administratif d'Orléans

28, rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 1

Téléphone : 02 38 77 59 00

Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

Acte rendu exécutoire après envoi en Préfecture le : 12 juin 2026 Et publication le : 12 juin 2026